



# **La présentation et la méthodologie du bulletin de salaire**

# Table des matières

<b>I - Les normes de présentation</b>	<b>3</b>
A. Introduction.....	3
B. Le formalisme imposé.....	3
1. Concernant l'employeur.....	3
2. Concernant le salarié.....	3
3. Mentions diverses.....	4
C. Les sanctions.....	5
D. Le bulletin simplifié.....	5
1. Introduction.....	5
2. Classification du bulletin.....	5
3. La représentation du bulletin simplifié.....	9
<b>II - La remise du bulletin de salaire</b>	<b>17</b>
A. La remise du bulletin de salaire.....	17
<b>III - Coffre-fort électronique</b>	<b>18</b>
A. Définition et utilité du coffre-fort numérique.....	18
B. Avantages du coffre-fort numérique.....	18
C. Risques liés au coffre-fort numérique.....	18
D. Obligations liées au coffre-fort numérique.....	18
<b>IV - Le délai de conservation du bulletin de salaire</b>	<b>20</b>
A. Le délai de conservation du bulletin de salaire.....	20
<b>V - La méthodologie de réalisation d'un bulletin de salaire</b>	<b>21</b>
A. La méthodologie de réalisation d'un bulletin de salaire.....	21
<b>VI - Le bulletin de salaire non cadre temps plein</b>	<b>23</b>
A. Le bulletin de salaire non cadre temps plein.....	23
<b>VII - Le bulletin de salaire non cadre temps partiel</b>	<b>28</b>
A. Le bulletin de salaire non cadre temps partiel.....	28
<b>VIII - Le bulletin de salaire cadre temps plein</b>	<b>33</b>
A. Le bulletin de salaire cadre temps plein.....	33
B. Application - Salarié TAMBOURIN.....	34
<b>IX - Le bulletin de salaire cadre temps partiel</b>	<b>36</b>
A. Le bulletin de salaire cadre temps partiel.....	36
<b>X - Auto-évaluation</b>	<b>40</b>
<b>Solutions des exercices</b>	<b>42</b>

# I Les normes de présentation

## A. Introduction

 Texte légal

L'article L 3243-2 du Code du travail dispose que l'employeur doit remettre au titre de pièce justificative du paiement du salaire un bulletin de salaire.

## B. Le formalisme imposé

L'article R3243-1 du Code du travail cite les **mentions qui doivent obligatoirement figurer**.

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016, les entreprises peuvent remettre à leurs salariés un bulletin de paie simplifié. Ce bulletin de paie clarifié s'impose à tous les employeurs depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et s'était imposé dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans les entreprises d'au moins 300 salariés. Le modèle de ce nouveau bulletin simplifié a été fixé par arrêté (décret n° 2016-190 du 25 février 2016 ; arrêté du 25 février 2016, JO du 26 février).

Ainsi **les mentions obligatoires** incluent :

### 2. Concernant l'employeur

- Raison sociale Employeur,
- Adresse,
- Numéro code NAF ou APE,
- Numéro Siret,
- Convention collective applicable,

### 2. Concernant le salarié

- Nom,
- Intitulé de l'emploi, position dans la classification selon la convention collective (niveau, coefficient, indice),
- Période de travail,
- Date de paiement,
- Nombre d'heures décomposé en heures normales et heures majorées (supplémentaires, complémentaires, nuit, dimanche ...),
- Rémunération brute décomposée en salaire de base et accessoires de salaires (primes, commissions),
- Pour les salariés sous convention de forfait, nature et volume du forfait auquel se rapporte le salaire,
- Assiette, taux et montant des cotisations salariales et patronales, regroupées (Sécurité sociale, chômage, retraite, etc.),
- Montant net imposable, prélèvement à la source (PAS), taux appliqué, montant du prélèvement et net à payer avant impôt,
- Montant net social,
- Nature et montant des autres retenues (acomptes, saisies, etc.),

- Nature et montant des autres éléments s'ajoutant à la rémunération (frais de déplacement),
- Montant des sommes effectivement reçue par le salarié,
- Dates de congés payés pris durant le mois et montant de l'indemnité correspondante,
- Nombre d'heures acquises au titre de la Contrepartie Obligatoire en Repos,
- Montant de la prise en charge des frais de transport public ou des frais de transport personnels,
- Prévoyance et retraite complémentaire : mention des organismes de protection sociale complémentaire (mutuelle, prévoyance, retraite complémentaire) avec les montants correspondants.

## 2. Mentions diverses

- Mention incitant le salarié à conserver son bulletin sans limitation de durée.
- Mention de la rubrique dédié au bulletin de paie sur le portail service-public.fr<sup>1</sup>.
- Les autres mentions, telle l'adresse du salarié, sont facultatives.

Depuis le **1er mars 2016**, le bulletin de paie simplifié a été introduit pour rendre sa lecture plus claire et informer davantage les salariés sur le coût du travail. Il est devenu obligatoire pour toutes les entreprises à partir du **1er janvier 2018**, et dès le **1er janvier 2017** pour les entreprises comptant au moins 300 salariés

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'améliorer la compréhension du bulletin de paie et d'aider les salariés à mieux appréhender leurs droits sociaux. Il est essentiel de savoir les reconnaître et de comprendre leur utilité.

Une circulaire administrative du 30 juin 2005 autorise **2 types de simplifications** :

- Regrouper les cotisations dont la base et l'organisme de versement sont identiques.
- Faire uniquement figurer les retenues salariales.

Dans ces deux cas, l'employeur devra soit indiquer les montants de cotisations en pied de bulletin, soit annexer au dernier bulletin de l'année un état récapitulatif annuel avec la décomposition par cotisation des bases de calcul, taux et montants réglés.

### ⚠ Attention

Le gestionnaire de paie travaille sur la **version complète d'un bulletin de salaire**. L'édition du bulletin de salaire clarifié est uniquement à destination des salariés.

### 👁 Exemple

Exemple de présentation suggérée par le site service public<sup>2</sup> et par l'arrêté du 9 mai 2018 modifiant l'arrêté du 25 février 2016 fixant les libellés, l'ordre et le regroupement des informations figurant sur le bulletin de paie mentionnées à l'article R. 3243-2 du code du travail.

1. <https://www.service-public.fr/>

2. <https://www.fonction-publique.gouv.fr/etre-agent-public/ma-remuneration/comprendre-ma-fiche-de-paie>

## C. Les sanctions

 Texte légal

L'article R3246-2 du Code du travail dispose que pour l'employeur, « *Le fait de méconnaître les dispositions relatives au bulletin de paie (...) est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe* » soit 450 € selon l'article 131-3 du Code pénal.

## D. Le bulletin simplifié

### 4. Introduction

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le bulletin de paie simplifié ou clarifié s'impose à tous les employeurs. Ce nouveau modèle de bulletin classe les mentions relatives au financement de la protection sociale en regroupant par risque les cotisations. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023, le montant net social doit également apparaître sur le bulletin de paie.

Le classement suit un ordre bien précis qui est fixé par arrêté (décret n° 2016-190 du 25 février 2016 ; arrêté du 25 février 2016, JO du 26 février, arrêté publié le 12 mai 2018).

Cette nouvelle présentation est destinée notamment à mieux informer les salariés sur le coût du travail.

Il est bien évident, que pour des raisons purement pratiques, le gestionnaire de paie travaille davantage sur le bulletin classique.

### 4. Classification du bulletin

#### Les zones du bulletin

Le bulletin simplifié est classifié en 7 zones :

- Zone 1 : identification de l'employeur et du salarié (adresse, SIRET, convention collective, nom du salarié, emploi, salaire de base, numéro de Sécurité Sociale, etc.).
- Zone 2 : salaire (salaire de base, heures supplémentaires, prime etc.).
- Zone 3 : cotisations et contributions (cotisation santé, retraite, prévoyance etc.)
- Zone 4 : net à payer et net imposable (acompte, csg/crds non déductible etc.) ; montant net à payer avant impôt sur le revenu et montant de l'impôt sur le revenu prélevé à la source.
- Zone 5 : montant net social : montant du revenu net après déduction de l'ensemble des prélèvements sociaux obligatoires.
- Zone 6 : impôt sur le revenu : montant net imposable, le montant de l'impôt sur le revenu prélevé à la source, le montant net des heures complémentaires et/ou supplémentaires exonérées, etc.
- Zone 7 : mentions finales (conservation du bulletin et consultation du site Service-public.fr<sup>3</sup>, en cas d'activité partielle le nombre d'heures indemnisées).

#### Le regroupement des cotisations

Dans ce cours, nous allons nous intéresser plus particulièrement au regroupement des cotisations. En effet, même si un gestionnaire de paie travaille sur le bulletin en version complète, il doit connaître et savoir expliquer aux salariés à quoi correspondent les classes qui regroupent les cotisations du bulletin simplifié et à quoi elles sont destinées.

<sup>3</sup>. <http://www.service-public.fr/>

Le bulletin simplifié est présenté avec un regroupement de cotisations libellé de la façon suivante :

### **a. Santé**

Cette désignation regroupe les risques :

- Sécurité sociale-maladie, maternité, invalidité-décès

Ces cotisations de sécurité sociale couvrent les risques maladie, maternité, invalidité et décès.

- Complémentaire incapacité-invalidité-décès

Ces cotisations complémentaires sont facultatives, elles sont mises en place afin de compenser la perte de revenus.

- Complémentaire santé

Les cotisations finançant la complémentaire santé (mutuelle) sont mises en place obligatoirement dans l'entreprise, la prise en charge est de 50 % minimum par l'employeur.

- Prévoyance

#### Remarque

Selon le Code du travail, les employeurs ont l'obligation de mettre en place un régime de prévoyance pour leurs salariés cadres, incluant au minimum une garantie décès, financée par une cotisation patronale équivalente à 1,50 % de la tranche A du salaire. En revanche, pour les salariés non-cadres, la prévoyance n'est pas obligatoire, sauf si une convention collective ou un accord professionnel impose cette couverture.

### **b. Accident du travail – maladie professionnelle**

Cette cotisation de sécurité sociale couvre les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

### **c. Retraite**

Les cotisations de retraite du régime de base de la sécurité sociale finançant les retraites.

- Sécurité sociale plafonnée

Cette sous-rubrique contient la part de la cotisation de l'assurance vieillesse. Elle est calculée sur la tranche A.

- Sécurité sociale déplafonnée

Cette sous-rubrique contient la part de la cotisation vieillesse calculée sur la totalité du salaire brut.

- Complémentaire retraite

Ces cotisations financent le régime de retraite complémentaire obligatoire AGIRC-ARRCO.

Elle est composée comme suit :

- Des tranches 1 et 2 de la retraite complémentaire
- Des tranches 1 et 2 de la Contribution d'Equilibre Général (CEG)
- Des tranches 1 et 2 de la Contribution d'Equilibre Technique (CET)

- Retraite supplémentaire

### **d. Allocations familiales**

Cette cotisation est destinée au financement des prestations familiales versées par les Caisses d'allocations familiales (Caf).

### **e. Assurance chômage**

Ces cotisations sont destinées au financement des prestations de chômage :

- L'assurance chômage  
Cette cotisation finance les allocations chômage.
- AGS  
Cette cotisation finance le fonds de solidarité des employeurs.
- APEC  
Cette cotisation spécifique aux cadres finance l'Association Pour l'Emploi des Cadres. Bien qu'elle soit collectée en même temps que les cotisations de retraite complémentaire, elle est ensuite utilisée pour soutenir les services proposés par l'APEC.

### **f. Autres contributions dues par l'employeur**

Ces contributions sont uniquement à la charge de l'employeur :

- Le versement mobilité
- La contribution au Fonds National d'Aide au Logement (FNAL)
- La Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC)
- La contribution au dialogue social
- La Contribution Solidarité Autonomie (CSA)
- Le forfait social
- La contribution unique de l'employeur à la formation professionnelle et à l'alternance

### **g. Cotisations statutaires ou prévues par la convention collective**

Regroupe certaines cotisations spécifiques telles que :

- Les cotisations versées aux caisses de congés payés dans le secteur BTP.
- Les cotisations de formation collectées par la MSA dans le secteur agricole, etc.

### **h. CSG déductible de l'impôt sur le revenu**

Cette contribution finance la solidarité et la protection sociale, elle est calculée avec un abattement de 1,75 % du salaire brut.

### **i. CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu**

Dans cette rubrique sont regroupées les contributions :

- CSG non déductible du revenu imposable
- CRDS non déductible du revenu imposable

Elles aussi sont calculées avec un abattement de 1,75 % du salaire brut.

### **j. Allègement de cotisations**

Cette rubrique est indiquée en bas de bulletin et regroupe les allègements et réduction de cotisation dont bénéficie l'employeur (réduction générale des cotisations sociales patronales (ex-Fillon), réduction allocation familiale, réduction assurance maladie et réduction spécifique de type ZRR, etc.).

Elle regroupe également la réduction des cotisations sur les heures supplémentaires.

### **k. Montant net social**

Le montant net social représente les revenus pris en compte pour le calcul de certaines prestations sociales, comme la prime d'activité ou le RSA. Il permet aux salariés de retrouver facilement les ressources à déclarer auprès de la Caf ou à la MSA. Cela permet ainsi de simplifier les démarches des salariés pour bénéficier de leurs droits sociaux.

## I. Total versé par l'employeur

Cette rubrique est indiquée en bas de bulletin et totalise la rémunération brute du salarié, les cotisations et contributions patronales.

 Texte légal

**Sources** : Service-public.fr - Fiche de paie<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup>. <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F559>



#### 4. La représentation du bulletin simplifié

Le bulletin simplifié prend la forme de la trame suivante :

(cf. present-method-bulle-salai-ta1.ods)

Trame de bulletin cadre/non cadre applicable à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2024				
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Part employeur
<b>SANTÉ</b>				
Sécurité sociale - Maladie Maternité Invalidité Décès	Valeur	- 1	- 1	Valeur
Complémentaire Incapacité Invalidité Décès				
Complémentaire Santé	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Complémentaire Prévoyance	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
<b>ACCIDENTS DU TRAVAIL - MALADIES PROFESSIONNELLES</b>	Valeur			Valeur
<b>RETRAITE</b>				
Sécurité Sociale plafonnée	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Sécurité Sociale déplafonnée	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Complémentaire Tranche 1	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Complémentaire Tranche 2	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
Supplémentaire	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur
<b>FAMILLE</b>	Valeur			Valeur
<b>ASSURANCE CHÔMAGE</b>				
Chômage	Valeur	- 2	- 2	Valeur
APEC (3)	Valeur (3)	Valeur (3)	Valeur (3)	Valeur (3)
<b>AUTRES CONTRIBUTIONS DUES PAR L'EMPLOYEUR</b>				Valeur
<b>COTISATIONS STATUTAIRES OU PRÉVUES PAR LA CONVENTION COLLECTIVE</b>				
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	Valeur	Valeur	Valeur	
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	Valeur	Valeur	Valeur	
Allègement des cotisations				Valeur
<b>TOTAL DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS</b>			Valeur	Valeur
<b>Montant net social</b>				<b>Valeur</b>
<b>NET À PAYER AVANT IMPÔT SUR LE REVENU (4)</b>				<b>Valeur (4)</b>
<i>dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations chômage et maladie</i>				<i>Valeur</i>
<b>Impôt sur le revenu</b>	<b>Base</b>	<b>Taux personnalisé / Taux non personnalisé</b>	<b>Montant</b>	
<i>Impôt sur le revenu prélevé à la source</i>	Valeur	Valeur	Valeur	
			<b>Net payé en euros</b>	
			<b>Valeur</b>	
			Allègement de cotisations employeur	Valeur
			Total versé par l'employeur	Valeur
(1) Pas de taux ni de valeur, sauf si le salarié relève du régime local d'Alsace-Moselle (cotisation spécifique) ou, à notre sens, si le salarié est fiscalement domicilié à l'étranger (non assujéti à CSG/CRDS, mais cotisation salariale maladie spécifique)				
(2) Pas de taux ni de montant à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2018 (sauf, à notre sens, cas des intermittents du spectacle).				
(3) Ligne uniquement pour les salariés cadres.				
(4) L'intitulé de cette ligne et la valeur mentionnée doivent apparaître dans une taille de police de caractères au moins égale à 1,5 fois celle utilisée pour les intitulés des autres lignes du bulletin de paye.				

Représentation des rubriques sur un bulletin complet

#### Représentation des rubriques d'un bulletin complet à un bulletin simplifié

 Exemple

Pour une entreprise de 22 salariés, un salarié cadre perçoit un salaire horaire de 26,00 €.

Ce mois-ci il a effectué 2 heures supplémentaires.

Son taux de Pas est de 4 %.

La mutuelle est sur le PMSS au taux de 1,50 %/1,50 %.

AT 1,50 % mobilité 2 %

Par simplification, nous avons répertorié les rubriques selon un code couleur.

Code couleur :

Santé
Accident du travail – maladie professionnelle
Retraite
Allocations familiales
Assurance chômage
Autres contributions dues par l'employeur
Cotisations statutaires ou prévues par la convention collective
CSG déductible de l'impôt sur le revenu
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu
Allègement de cotisations

Code couleur sur bulletin en version complète :

(cf. present-method-bulle-salai-ta3.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant	
Salaire de base	151,67	26,0000	3 943,42	
Heures supplémentaires majorées de 25 %	2,00	32,500	65,00	
<b>Salaire brut</b>			<b>4 008,42</b>	
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	4 008,42			7,000 %
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	4 008,42			6,000 %
Contribution solidarité autonomie	4 008,42			0,300 %
Assurance Vieillesse déplaçonnée	4 008,42	0,400 %	16,03	2,020 %
Assurance Vieillesse plafonnée	3 864,00	6,900 %	266,62	8,550 %
Allocations familiales - taux réduit	4 008,42			3,450 %
Contribution au dialogue social	4 008,42			0,016 %
Accidents du travail	4 008,42			1,500 %
FNAL	3 864,00			0,100 %
Versement mobilité	4 008,42			2,000 %
CSG déductible	4 054,19	6,800 %	275,69	
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	4 054,19	2,400 %	97,3	
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	4 054,19	0,500 %	20,27	
Contribution Assurance chômage	4 008,42			4,050 %
Cotisations AGS	4 008,42			0,250 %
Forfait social 8 %	115,92			8,000 %
Retraite Complémentaire T1	3 864,00	3,150 %	121,72	4,720 %
Retraite Complémentaire T2	144,42	8,640 %	12,48	12,950 %
Contribution d'équilibre général T1	3 864,00	0,860 %	33,23	1,290 %
Contribution d'équilibre général T2	144,42	1,080 %	1,56	1,620 %
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	4 008,42	0,140 %	5,61	0,210 %
APEC	4 008,42	0,024 %	0,96	0,036 %
Prévoyance Cadre	3 864,00			1,500 %
Mutuelle santé obligatoire	3 864,00	1,500 %	57,96	1,500 %
Formation professionnelle	4 008,42			1,000 %
Taxe d'apprentissage et CDA	4 008,42			0,680 %
Réduction cotisations sal. HS / HC	65,00	11,310 %	- 7,35	
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>902,07</b>	
<b>Montant net social</b>			<b>3 106,357</b>	
<b>Salaire net</b>			<b>3 106,35</b>	
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>3 106,35</b>	
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>			<i>57,57</i>	
<b>Salaire net</b>			<b>3 106,35</b>	
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			- 65,00	
CSG non déductible sur HS / HC	63,86	6,80 %	4,34	Réduction sur les bas Déduction TEPA + Réduc cotisations Ass.Ma Alloc.Familial
CSG / CRDS non déductibles	4 054,19	2,90 %	117,57	
Participation patronale à la mutuelle			57,96	
<b>Salaire net imposable</b>			<b>3 221,22</b>	
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur
Impôt sur le revenu prélevé à la source	3 221,22	4,00 %	- 128,85	Total versé par l'employeur
		<b>Net payé en euros</b>	<b>2 977,50</b>	

Le bulletin simplifié se présentera de la façon suivante :

(cf. present-method-bulle-salai-ta4.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant	
Salaire de base	151,67	26,0000	3 943,42	
Heures supplémentaires majorées de 25 %	2,00	32,500	65,00	
<b>Salaire brut</b>			<b>4 008,42</b>	
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Part employeur
<b>SANTE</b>				
Sécurité sociale-maladie, maternité, invalidité-décès	4 008,42			
Complémentaire incapacité-invalidité-décès	3 864,00			
Complémentaire santé	3 864,00	1,500 %	57,96	
Accidents du travail-maladie professionnelle	4 008,42			
Retraite				
Sécurité Sociale plafonnée	3 864,00	6,900 %	266,62	
Sécurité Sociale déplafonnée	4 008,42	0,400 %	16,03	
Complémentaire T1	3 864,00	4,010 %	154,95	
Complémentaire T2	144,42	9,720 %	14,04	
Complémentaire CET	4 008,42	0,140 %	5,61	
Allocations familiales	4 008,42			
Chômage	4 008,42			
APEC	4 008,42	0,024 %	0,96	
Autres contributions dues par l'employeur				
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	4 054,19	6,800 %	275,69	
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	4 054,19	2,900 %	117,57	
Allègement de cotisations	65,00	11,310 %	- 7,35	
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>902,07</b>	
<b>Montant net social</b>			<b>3 106,35</b>	
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>3 106,35</b>	
Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie			57,57	
<b>Salaire net</b>			<b>3 106,35</b>	
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			- 65,00	
CSG non déductible sur HS / HC	63,86	6,80 %	4,34	Réduction sur les bas Déduction TEPA + Réc cotisations Ass.Ma Alloc.Familiale
CSG / CRDS non déductibles	4054,19	2,90 %	117,57	
Participation patronale à la mutuelle			57,96	
<b>Salaire net imposable</b>			<b>3 221,22</b>	
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur
Impôt sur le revenu prélevé à la source	3 221,22	4,00 %	- 128,85	Total versé par l'employeur
		Net payé en euros	2 977,50	

## a. Application

### L'Entreprise QRANSPAC

 Simulation

L'Entreprise QRANSPAC dont l'effectif est de 22 salariés

Le taux d'AT de l'entreprise est de 1,80 % et 2 % pour le versement mobilité (ex transport).

La mutuelle est calculée sur le PMSS au taux de 2 % répartie 50 % / 50 % et la prévoyance complémentaire sur la TB est de 0,86 % part salariale et 1 % part patronale (il n'y a pas de prévoyance non-cadre sur la TA).

M TROPIN est salarié cadre à temps plein, son salaire horaire est de 30 € , au mois de janvier il a effectué 5 heures supplémentaires.

Son taux d'imposition est de 13,50 %

1-Question : calculez le salaire brut et les cotisations du mois de janvier sur un bulletin en format clarifié (trame ci-dessous).

Trame bulletin simplifié :

(cf. present-method-bulle-salai-ta5.ods)

Éléments		Base	Taux	Montant		
Salaire de base						
Retenue pour absence						
Avantage en nature						
Heures complémentaires non majorées						
Heures complémentaires majorées de 10 %						
Heures complémentaires majorées de 25 %						
Heures supplémentaires non majorées						
Heures supplémentaires majorées de 25 %						
Heures supplémentaires majorées de 50 %						
Indemnité de congés payés						
Complément employeur						
IJSS brute						
Primes						
Salaire brut				0,00		
Cotisations et contributions sociales		Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	
SANTÉ						
Sécurité sociale-maladie, maternité, invalidité-décès						
Complémentaire incapacité-invalidité-décès						
Complémentaire santé						
Accidents du travail-maladie professionnelle						
Retraite						
Sécurité Sociale plafonnée						
Sécurité Sociale déplafonnée						
Complémentaire T1						
Complémentaire T2						
supplémentaire						
Allocations familiales						
Assurance chômage						
APEC						
Autres contributions dues par l'employeur						
CSG déductible de l'impôt sur le revenu						
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu						
Allègement de cotisations						
Total cotisations et contributions				0,00		0,00
Salaire net				0,00		
Participation titres restaurant						
Dédution Avantage en nature				0,00		
Dédution Acompte versé						
Dédution Avance versée						
Saisie sur arrêt						
Versement transport 50 %						
Remboursement frais professionnels						
Remboursement Indemnités kilométriques						
IJSS nettes						
Montant net social				0,00		
NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU				0,00		
Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie				0,00		
Salaire net				0,00		
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)				0,00		
CSG non déductible sur HS / HC		0,00	6,80 %	0,00		
CSG / CRDS non déductibles			2,90 %	0,00		
Participation patronale à la mutuelle						
Salaire net imposable				0,00		
Impôt sur le revenu		Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	0,00
Impôt sur le revenu prélevé à la source		0,00		0,00	Total versé par l'employeur	0,00
			Net payé en euros			
			0,00			

Solution :

M TROPIN

Ce salarié est systématiquement au-dessus du plafond de la sécurité sociale.

Son salaire est > à 2,50 SMIC (4 417,30 €) et < à 3,50 SMIC (6 184,22 €), il faudra appeler l'assurance maladie au taux de 13 % et l'allocation familiale au taux de 3,45 %.

Le bulletin classique de M TROPIN se présentera de cette façon :

(cf. present-method-bulle-salai-ta6.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	30,000	4550,10		
Heures supplémentaires majorées de 25 %	5,00	37,500	187,50		
<b>Salaire brut</b>			<b>4737,60</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	4 737,60			7,000 %	331,63
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	4 737,60			6,000 %	284,26
Contribution solidarité autonomie	4 737,60			0,300 %	14,21
Assurance Vieillesse déplaçonnée	4 737,60	0,400 %	18,95	2,020 %	95,7
Assurance Vieillesse plaçonnée	3 864,00	6,900 %	266,62	8,550 %	330,37
Allocations familiales - taux réduit	4 737,60			3,450 %	163,45
Complément Allocations familiales	0,00			1,800 %	
Contribution au dialogue social	4 737,60			0,016 %	0,76
Accidents du travail	4 737,60			1,800 %	85,28
FNAL	3 864,00			0,100 %	3,86
Versement mobilité	4 737,60			2,000 %	94,75
CSG déductible	4 760,03	6,800 %	323,68		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	4 760,03	2,400 %	114,24		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	4 760,03	0,500 %	23,8		
Contribution Assurance chômage	4 737,60			4,050 %	191,87
Cotisations AGS	4 737,60			0,250 %	11,84
Forfait social 8 %	105,34			8,000 %	8,43
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %				20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	3 864,00	3,150 %	121,72	4,720 %	182,38
Retraite Complémentaire T2	873,60	8,640 %	75,48	12,950 %	113,13
Contribution d'équilibre général T1	3 864,00	0,860 %	33,23	1,290 %	49,85
Contribution d'équilibre général T2	873,60	1,080 %	9,43	1,620 %	14,15
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	4 737,60	0,140 %	6,63	0,210 %	9,95
APEC	4 737,60	0,024 %	1,14	0,036 %	1,71
Prévoyance Cadre	3 864,00			1,500 %	57,96
Prévoyance complémentaire Cadre	873,60	0,860 %	7,51	1,000 %	8,74
Mutuelle santé obligatoire	3 864,00	1,000 %	38,64	1,000 %	38,64
Formation professionnelle	4 737,60			1,000 %	47,38
Taxe d'apprentissage et CDA	4 737,60			0,680 %	32,22
Réduction générale	0,00			100,000 %	
Réduction cotisations sal. HS / HC	187,50	11,310 %	- 21,21		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>1019,87</b>		<b>2172,51</b>
<b>Montant net social</b>			<b>3717,73</b>		
<b>Salaire net</b>			<b>3717,73</b>		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>3717,73</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>			<b>60,18</b>		
<b>Salaire net</b>			<b>3717,73</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			- 187,50		
CSG non déductible sur HS / HC	184,22	6,80 %	12,53	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass.Maladie + Alloc.Familiales	
CSG / CRDS non déductibles	4 760,03	2,90 %	138,04		
Participation patronale à la mutuelle			38,64		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>3719,44</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	
Impôt sur le revenu prélevé à la source	3719,44	13,50 %	- 502,12	Total versé par l'employeur	6910,11
			<b>Net payé en euros</b>		
			<b>3215,61</b>		

Le bulletin simplifié de M TROPIN se présentera de cette façon :

(cf. present-method-bulle-7.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	26,4300	4 008,64		
Heures supplémentaires majorées de 25 %	5,00	33,04	165,19		
<b>Salaire brut</b>			<b>4 173,83</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	4 173,83			7,00 %	292,17
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	4 173,83			6,00 %	250,43
Contribution solidarité autonomie	4 173,83			0,300 %	12,52
Assurance Vieillesse déplafonnée	4 173,83	0,400 %	16,70	1,900 %	79,30
Assurance Vieillesse plafonnée	3 428,00	6,900 %	236,53	8,550 %	293,09
Allocations familiales - taux réduit	4 173,83			3,450 %	144,00
Complément Allocations familiales	0,00			1,800 %	
Contribution au dialogue social	4 173,83			0,016 %	0,67
Accidents du travail	4 173,83			1,800 %	75,13
FNAL	3 428,00			0,100 %	3,43
Versement mobilité	4 173,83			2,000 %	83,48
CSG non imposable	4 193,94	6,800 %	285,19		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	4 193,94	2,400 %	100,65		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	4 193,94	0,500 %	20,97		
Contribution Assurance chômage	4 173,83			4,050 %	169,04
Cotisations AGS	4 173,83			0,150 %	6,26
Forfait social 8 %	93,16			8,000 %	7,45
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %	0,00			20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	3 428,00	3,150 %	107,98	4,720 %	161,80
Retraite Complémentaire T2	745,83	8,640 %	64,44	12,950 %	96,58
Contribution d'équilibre général T1	3 428,00	0,860 %	29,48	1,290 %	44,22
Contribution d'équilibre général T2	745,83	1,080 %	8,05	1,620 %	12,08
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	4 173,83	0,140 %	5,84	0,210 %	8,77
APEC	4 173,83	0,024 %	1,00	0,036 %	1,50
Prévoyance Cadre TA	3 428,00		0,00	1,500 %	51,42
Prévoyance Cadre TB	745,83	0,860 %	6,41	1,000 %	7,46
Mutuelle santé obligatoire	3 428,00	1,000 %	34,28	1,000 %	34,28
Retraite Supplémentaire			0,00		
Formation professionnelle	4 173,83			1,000 %	41,74
Taxe d'apprentissage et CDA	4 173,83			0,680 %	28,38
Réduction Générale	0			100,000 %	
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires	5,00			- 0,50 €	- 2,50
Réduction cotisations salariales HS / HC	165,19	11,310 %	- 18,68		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>898,85</b>		<b>1 902,70</b>
<b>Salaire net</b>			<b>3 274,97</b>		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>3 274,97</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>			<b>60,18</b>		
<b>Salaire net</b>			<b>3 274,97</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables			- 165,19		
CSG non déductible sur HS / HC	162,30	6,80 %	11,04		
CSG / CRDS imposables	4 193,94	2,90 %	121,62		
Participation patronale à la mutuelle			34,28		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>3 276,73</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	
Impôt sur le revenu prélevé à la source	3 276,73	13,50 %	- 442,36	Total versé par l'employeur	6 076,53
			<b>Net payé en euros</b>		
			<b>2 832,61</b>		

2- Question : calculez le salaire brut et les cotisations du mois de janvier sur un bulletin en format simplifié.

Mme QAMATRA salariée non-cadre à temps plein, son salaire horaire est de 12,50 €, il n'y a pas de variable de paie en janvier. Son taux de prélèvement à la source est de 4,05 %.

Solution :

Mme QAMATRA

Salaire de janvier :

Salaire de base :  $151,67 \text{ €} \times 12,50 \text{ €} = 1\,895,88 \text{ €}$

Total brut Janvier = 1 895,88 €

Son salaire est < à 2,50 SMIC (4 417,30 €) et < à 3,50 SMIC (6 184,22 €) il faudra appeler l'assurance maladie au taux de 7 % et l'allocation familiale au taux de 3,45 %.

Le calcul de la réduction générale se présente de la façon suivante :

$$0,3194 / 0,6 \times (((1,60 \times 151,67 \times 11,65 \text{ €}) / 1\,895,88 \text{ €}) - 1)$$

= 0,2614

Le montant de la réduction sur les bas salaires est de  $1\,895,88 \text{ €} \times 0,2614 = 495,58 \text{ €}$

Le bulletin classique de Mme QAMATRA se présente de la façon suivante :

(cf. present-method-bulle-salai-ta8.ods)



Bulletin classique :

Éléments	Base	Taux	Montant		
	151,67	12,5000	1895,88		
<b>Salaire brut</b>			<b>1895,88</b>		
Salaire de base	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	1895,88			7,000 %	132,71
Contribution solidarité autonomie	1895,88			0,300 %	5,69
Assurance Vieillesse déplaçonnée	1895,88	0,400 %	7,58	2,020 %	38,30
Assurance Vieillesse plafonnée	1895,88	6,900 %	130,82	8,550 %	162,10
Allocations familiales - taux réduit	1895,88			3,450 %	65,41
Contribution au dialogue social	1895,88			0,016 %	0,30
Accidents du travail	1895,88			1,800 %	34,13
FNAL	1895,88			0,100 %	1,90
Versement mobilité	1895,88			2,000 %	37,92
CSG déductible	1901,34	6,800 %	129,29		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	1901,34	2,400 %	45,63		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1901,34	0,500 %	9,51		
Contribution Assurance chômage	1895,88			4,050 %	76,78
Cotisations AGS	1895,88			0,250 %	4,74
Forfait social 8 %	38,64			8,000 %	3,09
Retraite Complémentaire T1	1895,88	3,150 %	59,72	4,720 %	89,49
Retraite Complémentaire T2	0,00	8,640 %	0,00	12,950 %	0,00
Contribution d'équilibre général T1	1895,88	0,860 %	16,30	1,290 %	24,46
Contribution d'équilibre général T2	0,00	1,080 %	0,00	1,620 %	0,00
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	0,00	0,140 %	0,00	0,210 %	0,00
Mutuelle santé obligatoire	3 864,00	1,000 %	38,64	1,000 %	38,64
Formation professionnelle	1895,88			1,000 %	18,96
Taxe d'apprentissage et CDA	1895,88			0,680 %	12,89
Réduction générale	495,58			100,000 %	- 495,85
Réduction cotisations salariales HS / HC	0,00	11,310 %	0,00		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>437,49</b>		<b>251,91</b>
<b>Montant net social</b>			<b>1 458,38</b>		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>1 458,38</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>			<i>27,47</i>		
<b>Salaire net</b>			<b>1 458,38</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables			0,00		
CSG non déductible sur HS / HC	0,00	6,80 %	0,00		
CSG / CRDS imposables	1901,34	2,90 %	55,14		
Participation patronale à la mutuelle			38,64		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>1 552,16</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	
Impôt sur le revenu prélevé à la source	1 552,16	4,05 %	- 62,88		643,46
		<b>Net payé en euros</b>		Total versé par l'employeur	2 147,78
		<b>1395,51</b>			

Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA  
+ Réductions de cotisations Ass. Maladie +  
Alloc. Familiales

Le bulletin simplifié de Mme QAMATRA se présente de la façon suivante :  
(cf. present-method-bulle-salai-ta9.ods)

Bulletin simplifié :

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	12,5000	1 895,88		
<b>Salaire brut</b>			<b>1 895,88</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	
<b>SANTE</b>					
Sécurité sociale-maladie, maternité, invalidité-décès	1 895,88				132,71
Complémentaire santé	3 864,00	1,000 %	38,64		38,64
Accidents du travail-maladie professionnelle	1 895,88				34,13
<b>Retraite</b>					
Sécurité Sociale plafonnée	1 895,88	6,900 %	130,82		162,10
Sécurité Sociale déplafonnée	1 895,88	0,400 %	7,58		41,71
Complémentaire T1	1 895,88	4,010 %	76,02	6,010 %	113,94
Allocations familiales	1 895,88				65,41
<b>Assurance chômage</b>					
Chômage	1 895,88				81,52
Autres contributions dues par l'employeur					77,28
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	1 901,34	6,800 %	129,29		
CSG/CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1 901,34	2,900 %	55,14		
Allègement de cotisations	0,00	11,310 %	0,00		- 495,58
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>437,49</b>		<b>251,86</b>
<b>Montant net social</b>			<b>1 458,38</b>	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass.Maladie + Alloc.Familiales	
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>1 458,38</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>			<b>27,47</b>		
<b>Salaire net</b>			<b>1 458,38</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			0,00		
CSG non déductible sur HS / HC	0,00	6,80 %	0,00		
CSG / CRDS non déductibles	1 901,34	2,90 %	55,14		
Participation patronale à la mutuelle			38,64		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>1 552,16</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	643,46
Impôt sur le revenu prélevé à la source	1 552,16	4,05 %	- 62,86	Total versé par l'employeur	2 147,73
			<b>Net payé en euros</b>		
			<b>1 395,22</b>		



## II La remise du bulletin de salaire

### A. La remise du bulletin de salaire

Lors du paiement du salaire, l'employeur est obligé de remettre un bulletin de salaire au salarié.

La dématérialisation du bulletin de paie c'est-à-dire la distribution par voie électronique est devenue le principe depuis 2017.

Il est actuellement possible de délivrer aux salariés des bulletins de paie par voie électronique sous deux conditions :

- Le salarié a donné son accord,
- L'intégrité des données doit être garantie et le format ne doit pas pouvoir être modifié.

#### Remarque

L'accord du salarié pour la dématérialisation du bulletin de paie est **présumé**. Cela signifie que l'employeur n'a plus besoin de demander explicitement l'autorisation du salarié pour transmettre le bulletin sous forme électronique. Cependant, le salarié conserve le droit de s'y opposer à tout moment.

L'employeur doit informer le salarié de ce droit d'opposition, soit **un mois avant la première émission** du bulletin dématérialisé, soit **au moment de l'embauche**. Si le salarié exprime son refus, l'employeur est tenu de lui fournir un bulletin de paie en format papier

## III Coffre-fort électronique

### A. Définition et utilité du coffre-fort numérique

Le coffre-fort numérique est un espace sécurisé en ligne permettant de stocker des documents électroniques. Il est notamment utilisé pour conserver des documents électroniques sensibles des salariés tels que les bulletins de paie, les contrats de travail, les cartes d'identité, les certificats de travail, etc.

### B. Avantages du coffre-fort numérique

L'utilisation du coffre-fort numérique présente plusieurs avantages.

Le premier avantage indéniable est la sécurité et la confidentialité des données qu'il confère. Grâce au chiffrement et à l'authentification, il permet une protection élevée des documents. Le stockage des documents au sein du coffre-fort numérique permet de réduire considérablement les risques de perte, de vol ou de consultation non autorisée des documents personnels des collaborateurs.

Les documents enregistrés au sein du coffre-fort numérique sont accessibles et disponibles à tout moment et de n'importe où. Cela permet de faciliter la consultation et le téléchargement des bulletins de paie ou de tout autre document administratif sans avoir à prendre contact avec le service RH ou de paie.

Un autre avantage non négligeable est le respect des obligations légales, notamment en matière de conservation des documents.

Enfin, il permet une économie de coûts et de temps grâce à la réduction des coûts d'impression, de stockage et d'envoi. Le temps libéré par ces tâches, normalement inhérentes aux gestionnaires de paie, peut être consacré à des tâches à plus forte valeur ajoutée.

### C. Risques liés au coffre-fort numérique

Bien que les avantages de l'utilisation du coffre-fort numérique soient nombreux, il ne faut pas oublier que l'utilisation de tout outil numérique comporte des risques.

Les risques principaux sont liés à des cyberattaques dont la faille peut être causée par une mauvaise mise à jour des systèmes de sécurité, un manque de formation du personnel en matière de gestion des mots de passe, etc.

Ainsi, en cas de cyberattaques, les documents peuvent, par exemple, être confisqués sous réserve de paiement d'une rançon. Il est donc important de procéder à des sauvegardes automatiques et régulières.

### D. Obligations liées au coffre-fort numérique

Le coffre-fort numérique stocke des données personnelles. Ainsi, pour pallier les risques liés à son utilisation, plusieurs obligations sont inhérentes à son utilisation.

En premier lieu, la mise en place du coffre-fort numérique doit se conformer au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Les salariés disposent ainsi d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de leurs données.

L'utilisation du coffre-fort numérique nécessite d'obtenir le consentement des salariés dont les documents sensibles seront conservés. Les salariés doivent ainsi avoir la possibilité de refuser l'usage du coffre-fort.

Il est également nécessaire de respecter la durée de conservation des documents. Ainsi, l'organisation peut définir une politique de conservation des données pour garantir le respect de la réglementation. Dans la même optique, il est important de s'assurer que les documents sont supprimés ou archivés une fois la durée de conservation expirée.

Les accès doivent être sécurisés. Ainsi, la mise en place de mesures de sécurité pour protéger l'accès aux documents est indispensable. Pour ce faire, la structure peut utiliser des mots de passe forts, l'authentification à deux facteurs ou des protocoles de sécurité pour prévenir tout accès non autorisé.

## IV Le délai de conservation du bulletin de salaire

### A. Le délai de conservation du bulletin de salaire

Selon le Code du travail, l'employeur est tenu de conserver les bulletins de paie pendant une durée minimale de **5 ans**. Par ailleurs, le Code de commerce exige que les documents comptables, y compris les bulletins de paie, soient conservés pendant au moins **10 ans**.

Il est fortement recommandé aux salariés de conserver leurs bulletins de salaire **à vie**, car ces documents sont essentiels pour faire valoir leurs droits à la retraite.

Enfin, l'employeur a l'obligation de fournir, **sans limitation de durée**, les certificats et attestations nécessaires aux salariés afin qu'ils puissent justifier de leurs droits lors du calcul de leur retraite

 Attention

Cependant, l'employeur n'est pas dans l'obligation de remettre un duplicata au salarié si celui-ci a perdu son bulletin de salaire.

## V La méthodologie de réalisation d'un bulletin de salaire

### A. La méthodologie de réalisation d'un bulletin de salaire

En paie, il y a toujours une méthodologie à suivre.

Au regard du nombre d'informations concernant l'entreprise et le salarié pour lequel il convient de réaliser le bulletin de paie, on pourrait se sentir dépassé, mais en suivant la méthodologie étape par étape, les erreurs devraient être évitées.

La première étape est de penser à la paie de l'entreprise globalement : extraire toutes les données générales de l'entreprise pour les reporter sur les paramètres de la paie, en tirer les conséquences et ne rien oublier :

- **Taux accident du travail** de l'entreprise à reporter sur tous les bulletins ou dans le paramétrage.

Prise en compte de **l'effectif** pour activer ou non certaines cotisations sociales qui dépendent du nombre de salariés telles que :

- La cotisation versement mobilité,
  - La cotisation forfait social,
  - La cotisation FNAL,
  - Le coefficient de la réduction générale,
  - L'éligibilité à la déduction TEPA,
  - La contribution supplémentaire à l'apprentissage,
  - La participation à l'effort de construction.
- **Taux versement mobilité (ex transport)** applicable à l'entreprise (si elle y est soumise) à reporter sur tous les bulletins ou dans le paramétrage.
  - **Mutuelle santé obligatoire** : base, taux salarial et patronal à reporter sur tous les bulletins et intégrer la participation patronale dans la base de calcul de la CSG/CRDS et dans la base de calcul du forfait social au taux de 8 % le cas échéant.
  - **La cotisation prévoyance supplémentaire** si l'entreprise a souscrit un contrat de prévoyance pour l'ensemble de ses salariés ou certains : base, taux salarial et patronal à reporter sur tous les bulletins et intégrer la participation patronale dans la base de calcul de la CSG/CRDS et dans la base de calcul du forfait social au taux de 8 % le cas échéant.

Une fois vos bulletins de salaire paramétrés en fonction des caractéristiques de l'entreprise, il convient de réaliser les bulletins de salaire un à un en prenant bien en compte chacun des éléments du salarié dans l'ordre.

Reporter les informations essentielles du salarié dans le bulletin de salaire en allant dans l'ordre du bulletin :

- Salaire de base
- Heures supplémentaires
- Primes
- Indemnité de congés payés
- Avantage en nature
- Retenue pour absence, etc.

Ensuite, en vérifiant le montant du salaire brut, il est nécessaire de vérifier les calculs :

- De la TA / T1 et de la TB/T2,
- La base CSG CRDS [(salaire brut x 98,25 %) + participation patronale mutuelle + participation patronale prévoyance],
- De la réduction générale,
- De la réduction sur les heures supplémentaires.

Un salaire net sera ainsi calculé et peut être différent du salaire net à payer :

Il y a peut-être des déductions : avantages en nature, saisie sur salaire, des acomptes, la participation salariale aux titres restaurant ou des éléments à rajouter : frais repas, indemnités kilométriques, versement transport à hauteur de 50 %, ainsi qu'évidemment le prélèvement à la source.

Dernière étape : vérifier le montant du salaire net imposable : salaire net (et non le salaire net à payer) + CSG non déductible + CRDS non déductible + participation patronale mutuelle.

## VI Le bulletin de salaire non cadre temps plein

### A. Le bulletin de salaire non cadre temps plein

Lorsqu'il n'y a pas d'événement particulier, pour les bulletins de salaires non cadre temps plein, il conviendra de penser en particulier à la régularisation progressive du PSS et à la réduction générale.

#### Le bulletin de salaire non cadre - M. CHARTIER

 Simulation

S'agissant d'un bulletin classique, il conviendra dans un premier temps de vérifier que les éléments correspondant à l'entreprise soient intégrés au bulletin de salaire :

##### Caractéristiques entreprise

- Effectif salarié : 85,
- Taux accident du travail : 2 %,
- Taux de versement mobilité : 0,65 %,
- Prévoyance salariale sur brut : 0,50 %,
- Prévoyance patronale sur brut : 1,50 %,
- Mutuelle santé obligatoire : calculée sur le PMSS à hauteur de 0,75 % taux salarial et 0,75 % taux patronal,
- Période de paie : janvier.

##### Au regard de l'effectif, plusieurs éléments sont à prendre en compte :

- FNAL à 0,50 %,
- Coefficient réduction générale : 0,3234, car l'entreprise compte plus de 50 salariés,
- Forfait social à 8 %,
- Cotisation versement mobilité.

##### Caractéristiques du salarié et ses variables de paie

Il est nécessaire de vérifier les éléments suivants concernant le salarié :

- Temps plein : 35 heures hebdomadaires.
- Salaire de base : 1 900 €.
- Indemnités kilométriques : il a réalisé 350 km avec son véhicule personnel de 8 chevaux (gazole), Taux du PAS personnalisé: 4,5 %.
- Le 24 janvier, il a demandé un acompte de 200,00 €.
- Calcul préalable de la réduction sur les bas salaires :
  - **Coefficient** =  $0,3234 / 0,6 \times [((1,6 \times 151,67 \times 11,65) / 1\,900) - 1] = 0,2630$
  - **Réduction** =  $0,2630 \times 1\,900 = 499,7$

(cf. present-method-bulle-salai-t10-2.ods)

Dénomination entreprise		BULLETIN DE PAIE			
Adresse					
Code NAF / APE		Période de paie	Janvier		
N° SIREN					
Convention collective					
			CHARTIER		
Matricule					
Emploi occupé					
Classification					
Ancienneté					
Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	12,5272	1 900,00		
<b>Salaire brut</b>			<b>1 900,00</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	1 900,00			7,000 %	133,00
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	0,00			6,000 %	
Contribution solidarité autonomie	1 900,00			0,300 %	5,70
Assurance Vieillesse déplafonnée	1 900,00	0,400 %	7,60	2,020 %	38,38
Assurance Vieillesse plafonnée	1 900,00	6,900 %	131,10	8,550 %	162,45
Allocations familiales - taux réduit	1 900,00			3,450 %	65,55
Complément Allocations familiales	0,00			1,800 %	
Contribution au dialogue social	1 900,00			0,016 %	0,30
Accidents du travail	1 900,00			2,000 %	38,00
FNAL	1 900,00			0,500 %	9,50
Versement mobilité	1 900,00			0,650 %	12,35
CSG non imposable	1 924,23	6,800 %	130,85		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	1 924,23	2,400 %	46,18		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1 924,23	0,500 %	9,62		
Contribution Assurance chômage	1 900,00			4,050 %	76,95
Cotisations AGS	1 900,00			0,250 %	4,75
Forfait social 8 %	57,48			8,000 %	4,60
Forfait social 10 %				10,000 %	
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %				20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	1 900,00	3,150 %	59,85	4,720 %	89,68
Retraite Complémentaire T2		8,640 %	0,00	12,950 %	
Contribution d'équilibre général T1	1 900,00	0,860 %	16,34	1,290 %	24,51
Contribution d'équilibre général T2		1,080 %	0,00	1,620 %	
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	0,00	0,140 %	0,00	0,210 %	
Prévoyance complémentaire Cadre			0,00		
Prévoyance complémentaire Non cadre	1 900,00	0,500 %	9,50	1,500 %	28,50
Mutuelle santé obligatoire	3 864,00	0,750 %	28,98	0,750 %	28,98
Formation professionnelle	1 900,00			1,000 %	19,00
Taxe d'apprentissage et CDA	1 900,00			0,680 %	12,92
Participation construction	1 900,00			0,450 %	8,55
Réduction générale	499,70			100,000 %	- 499,70
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>440,02</b>		<b>263,97</b>
<b>Montant net social</b>			<b>1 459,98</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			0,00		
CSG non déductible sur HS / HC		6,80 %	0,00		
CSG / CRDS imposables	1 924,23	2,90 %	55,80	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass.Maladie + Alloc.Familiales	
Participation patronale à la mutuelle			28,98		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>1 544,76</b>		
Acompte			- 200		
Indemnité kilométrique	350	0,697	243,95		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	647,90
Impôt sur le revenu prélevé à la source	1 544,76	4,50 %	69,51	Total versé par l'employeur	2 163,97
		<b>Net payé en euros</b>			
		<b>1 434,42</b>			

## Le bulletin de salaire non cadre - M. CABOS

 Simulation

S'agissant d'un bulletin classique, il conviendra dans un premier temps de vérifier que les éléments correspondant à l'entreprise soient intégrés au bulletin de salaire :

### Caractéristiques entreprise

- Effectif salarié : 6,
- Taux accident du travail : 2 %, Prévoyance salariale sur brut : 0,50 %,
- Prévoyance patronale sur brut : 1,50 %,
- Mutuelle santé obligatoire : calculée sur le PMSS à hauteur de 0.75 % taux salarial et 0.75 % taux patronal,
- Période de paie : Janvier.



**Au regard de l'effectif, plusieurs éléments sont à prendre en compte :**

- FNAL à 0,10 %,
- Éligible à la déduction TEPA,
- Coefficient réduction sur les bas salaires : 0,3206,
- Pas de forfait social à 8 %,
- Pas de cotisation versement mobilité.

**Caractéristiques du salarié et ses variables de paie**

Il est nécessaire de vérifier les éléments suivants concernant le salarié :

- Temps plein : 35 heures hebdomadaires.
- Salaire de base : 2 000 €.
- Heures supplémentaires majorées de 25 % : 15.
- Taux du PAS personnalisé : 4,5 %.
- Ce salarié fait l'objet d'une procédure de saisie sur salaire en raison d'une dette à l'administration fiscale de 1 000,00 €. Il n'a personne à charge.
- Calcul préalable de la réduction générale :
  - Coefficient =  $0,3194 / 0,6 \times [((1,6 \times (151,67 + 15) \times 11,65) / 2\,247,25) - 1] = 0,2035$
  - Réduction =  $0,2035 \times 2\,247,25 = 457,31$  €

Saisie sur salaire : la base de calcul de la saisie est le salaire net - prélèvement à la source :

Salaire brut - cotisations salariales - prélèvement à la source

=  $2\,247,25 - 516,25 - 71,44 = 1\,659,56$  €

(cf. present-method-bulle-salai-t11.ods)

Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA  
+ Réductions de cotisations Ass. Maladie +  
Alloc. Familiales

 Simulation

- Effectif : 11 salariés,
- Taux AT : 2 %,
- Taux VT : 2 %,
- Mutuelle santé salariale : 40 €,
- Mutuelle santé patronale : 60 €,
- Salaire de base : 3 500 €,
- Avantage en nature véhicule évalué pour un montant de 175 €,
- Heures supplémentaires majorées de 25 % : 15,00
- Taux du PAS personnalisé : 8 %

Taux horaire heures supplémentaires = (salaire de base + AEN) / 151,67  
= (3 500 + 175) / 151,67 = 24,2302 x 1,25 = 30,2878 €

- Salaire brut > 1,6 SMIC = pas de réduction générale.
- Effectif < 20 salariés = déduction TEPA applicable.

La rémunération des heures supplémentaires est désocialisée et défiscalisée. Ainsi, il faudra déduire des cotisations salariales, les cotisations calculées sur la rémunération des heures supplémentaires.

Il y a un avantage en nature, il est impératif de penser à le déduire du salaire net à payer.

(cf. present-method-bulle-salai-t12.ods)

Dénomination entreprise		BULLETIN DE PAIE			
Adresse					
Code NAF / APE		Période de paie	Janvier		
N° SIREN					
Convention collective					
			CRYPTAIS		
Matricule					
Emploi occupé					
Classification					
Ancienneté					
Eléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	23,0764	3 500,00		
Avantage en nature			175,00		
Heures supplémentaires majorées de 25 %	15,00	30,2879	454,32		
Heures supplémentaires majorées de 50 %					
<b>Salaire brut</b>			<b>4 129,32</b>		
Cotisations et contributions sociales		Base	Taux salarial	Part salarié	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès		4 129,32			7,000 %
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès		0,00			6,000 %
Contribution solidarité autonomie		4 129,32			0,300 %
Assurance Vieillesse déplafonnée		4 129,32	0,400 %	16,52	2,020 %
Assurance Vieillesse plafonnée		3 864,00	6,900 %	266,62	8,550 %
Allocations familiales - taux réduit		4 129,32			3,450 %
Complément Allocations familiales		0,00			1,800 %
Contribution au dialogue social		4 129,32			0,016 %
Accidents du travail		4 129,32			2,000 %
FNAL		3 864,00			0,100 %
Versement mobilité		4 129,32			2,000 %
CSG non imposable		4 117,05	6,800 %	279,96	
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu		4 117,05	2,400 %	98,81	
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu		4 117,05	0,500 %	20,59	
Contribution Assurance chômage		4 129,32			4,050 %
Cotisations AGS		4 129,32			0,250 %
Forfait social 8 %		60,00			8,000 %
Forfait social 10 %					10,000 %
Forfait social 16 %					16,000 %
Forfait social 20 %					20,000 %
Retraite Complémentaire T1		3 864,00	3,150 %	121,72	4,720 %
Retraite Complémentaire T2		265,32	8,640 %	22,92	12,950 %
Contribution d'équilibre général T1		3 864,00	0,860 %	33,23	1,290 %
Contribution d'équilibre général T2		265,32	1,080 %	2,87	1,620 %
Contribution d'équilibre technique T1 + T2		4 129,32	0,140 %	5,78	0,210 %
Prévoyance complémentaire Non cadre				0,00	
Mutuelle santé obligatoire		100,00	40,000 %	40,00	60,000 %
Formation professionnelle		4 129,32			1 %
Taxe d'apprentissage et CDA		4 129,32			0,680 %
Réduction générale					100,000 %
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires		15,00			- 1,50 €
Réduction cotisations salariales HS / HC		454,32	11,310 %	- 51,38	
<b>Total cotisations et contributions</b>				<b>919,56</b>	<b>2 040,90</b>
<b>Montant net social</b>				<b>3 209,76</b>	
Déduction avantage nature				- 175,00	
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>				<b>3 034,76</b>	
Heures compl. et suppl. non imposables				- 454,32	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass. Maladie + Alloc. Familiales
CSG non déductible sur HS / HC		446,37	6,80 %	30,35	
CSG / CRDS imposables		4 117,05	2,90 %	119,39	
Participation patronale à la mutuelle				60,00	
<b>Salaire net imposable</b>				<b>2 965,19</b>	
Impôt sur le revenu		Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur
Impôt sur le revenu prélevé à la source		2 965,19	8,00 %	- 237,21	344,59
<b>Net payé en euros</b>				<b>2 797,54</b>	Total versé par l'employeur
					2 453,79

## VII Le bulletin de salaire non cadre temps partiel

### A. Le bulletin de salaire non cadre temps partiel

Pour établir le bulletin de salaire d'un salarié à temps partiel, il convient d'être vigilant au regard de plusieurs points :

- Le calcul de l'horaire mensuel moyen,
- Le décompte des heures complémentaires,
- La proratisation du PSS,
- Le calcul du SMIC pour la réduction générale.

#### Exemple

Un salarié dont l'horaire hebdomadaire est de 24 heures a un taux horaire de 12 €. Il travaille dans une entreprise dont l'effectif est de 5 salariés.

Le taux AT est de 2 % et la mutuelle santé est calculée sur le PMSS à hauteur de 1,50 % pour la part salariale et 1,50 % pour la part patronale.

Limite conventionnelle heures complémentaires = 1 / 3 de l'horaire hebdomadaire. Le taux du PAS personnalisé est de 3 %.

Le taux plein de l'assurance maladie est à calculer si le salaire brut est supérieur à 2,5 fois le SMIC.

Le complément allocations familiales est à calculer si le salaire brut est supérieur à 3,5 fois le SMIC.

RELEVÉ DES HEURES			
Semaines	Heures effectuées	Heures majorées 10 %	Heures majorées 25 %
1	26	2	0
2	28	2,4	1,6
3	30	2,4	3,6
4	24	0	0
		<b>6,8</b>	<b>5,2</b>

Horaire mensuel moyen =  $24 \times 52 / 12 = 104$  heures.

Limite conventionnelle heures complémentaires = 1 / 3 de l'horaire hebdomadaire =  $24 / 3 = 8$  heures complémentaires maximales.

Nombre d'heures complémentaires totales =  $6,8 + 5,2 = 12$

Nombre d'heures complémentaires majorées de 10 % =  $24 \times 10 \% = 2,4$ .

Nombres d'heures complémentaires majorées de 25 % =  $8 - 2,4 = 5,6$ .

PSS temps partiel =  $3\,864 / 151,67 \times (104 + 6,8 + 5,2) = 3\,864 / 151,67 \times 116 = 2\,955,26$  €.

SMIC temps partiel =  $104 \times 11,65$  € = 1 211,60 €.

SMIC correspondant =  $(104 + 6,8 + 5,2) \times 11,65 = 116 \times 11,65 = 1\,351,40$  €

- Coefficient =  $0,3194 / 0,6 \times [((1,6 \times 1\,351,40) / 1\,479,52) - 1] = 0,2456$
- Réduction =  $0,2456 \times 1\,479,78 = \mathbf{363,43$  €.

Le taux de 13 % Assurance maladie sera applicable si le salaire brut est supérieur à 2,5 SMIC :  $2,5 \times 11,65 \times (104 + 12) = 3\,378,50 \text{ €}$ .

Le taux réduit de 7 % est donc applicable.

Le complément allocations familiales :  $3,5 \times \text{SMIC} = 3,5 \times 11,65 \times (104 + 12) = 3,5 \times 11,65 \times 116 = 4\,729,90 \text{ €}$ .

Le salaire brut étant inférieur à 3,5 fois le SMIC, le complément Allocation familial n'est pas dû.

L'effectif étant inférieur à 20 salariés, la loi TEPA est applicable. Cependant, elle ne l'est que sur les heures supplémentaires et non sur les heures complémentaires. Il ne faudra donc pas l'appliquer.

(cf. present-method-bulle-salai-t14.ods)

Dénomination entreprise	BULLETIN DE PAIE				
Adresse					
Code NAF / APE	Période de paie	Janvier			
N° SIREN					
Convention collective					
Matricule					
Emploi occupé					
Classification					
Ancienneté					
Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	104,00	12,00000	1 144,00		
Heures complémentaires majorées de 10 %	6,80	13,2000	89,76		
Heures complémentaires majorées de 25 %	5,20	15,0000	78,00		
<b>Salaire brut</b>			<b>1 479,52</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	1 479,52			7,000 %	103,57
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès				6,000 %	
Contribution solidarité autonomie	1 479,52			0,300 %	4,44
Assurance Vieillesse déplafonnée	1 479,52	0,400 %	5,92	2,020 %	29,89
Assurance Vieillesse plafonnée	1 479,52	6,900 %	102,09	8,550 %	126,50
Allocations familiales - taux réduit	1 479,52			3,450 %	51,04
Complément Allocations familiales				1,800 %	
Contribution au dialogue social	1 479,52			0,016 %	0,24
Accidents du travail	1 479,52			2,000 %	29,59
FNAL	1 479,52			0,100 %	1,48
CSG non imposable	1 482,61	6,800 %	100,82		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	1 482,61	2,400 %	35,58		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1 482,61	0,500 %	7,41		
Contribution Assurance chômage	1 479,52			4,050 %	59,92
Cotisations AGS	1 479,52			0,250 %	3,70
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %				20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	1 479,52	3,150 %	46,60	4,720 %	69,83
Retraite Complémentaire T2	0,00	8,640 %	0,00	12,950 %	
Contribution d'équilibre général T1	1 479,52	0,860 %	12,72	1,290 %	19,09
Contribution d'équilibre général T2	0,00	1,080 %	0,00	1,620 %	
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	0,00	0,140 %	0,00	0,210 %	
Prévoyance complémentaire Non cadre			0,00		
Mutuelle santé obligatoire	3 864,00	0,750 %	28,98	60,000 %	28,98
Formation professionnelle	1 479,52			0,550 %	8,14
Taxe d'apprentissage et CDA	1 479,52			0,680 %	10,06
Réduction générale	363,43			100,000 %	- 363,43
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires				- 1,50 €	
Réduction cotisations salariales HS / HC	167,76	11,310 %	- 18,97		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>321,15</b>		<b>183,03</b>
<b>Montant net social</b>			<b>1 187,35</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables			- 167,76		
CSG non déductible sur HS / HC	164,82	6,80 %	11,21	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass.Maladie + Alloc.Familiales	
CSG / CRDS imposables	1 482,61	2,90 %	43,00		
Participation patronale à la mutuelle			28,98		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>1 073,79</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	
Impôt sur le revenu prélevé à la source	1 073,79	3,00 %	- 32,21	Total versé par l'employeur	478,83
			<b>Net payé en euros</b>		504,18
			<b>1 126,15</b>		

## Le bulletin de salaire non cadre temps partiel - Mme COCAGNAC

[Simulation](#)

S'agissant d'un bulletin classique, il conviendra dans un premier temps de vérifier que les éléments correspondant à l'entreprise soient intégrés au bulletin de salaire :

### Caractéristiques entreprise

- Effectif salarié : 11,
- Taux accident du travail : 2 %, Taux versement mobilité : 0,65 %,
- Prévoyance salariale sur brut : 0,50 %,
- Prévoyance patronale sur brut : 1,50 %,
- Mutuelle santé obligatoire : calculée sur le PMSS à hauteur de 0,75 % taux salarial et 0,75 % taux patronal,
- Période de paie : janvier.

### Au regard de l'effectif, plusieurs éléments sont à prendre en compte :

- FNAL à 0,10 %
- Éligible à la déduction TEPA
- Coefficient réduction sur les bas salaires : 0,3194
- Forfait social à 8 %,
- Cotisation versement mobilité.

### Caractéristiques du salarié et ses variables de paie

Il est nécessaire de vérifier les éléments suivants concernant le salarié :

- Temps plein : 28 heures hebdoma
- Salaire de base : 1 550 €
- Heures complémentaires majorées de 10 % : 8
- Heures complémentaires = jamais de déduction TEPA.
- Taux PAS personnalisé : 4 %

Calcul préalable de la réduction sur les bas salaires :

- Coefficient =  $0,3194 / 0,6 \times [(1,6 \times (121,33 + 8) \times 11,65 / 1\,662,42) - 1] = 0,1733$
- Réduction =  $0,1733 \times 1\,662,42 = 288,09 \text{ €}$ .

(cf. present-method-bulle-t15.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	121,33	12,7751	1 560,00		
Retenue pour absence					
Avantage en nature					
Heures complémentaires non majorées					
Heures complémentaires majorées de 10 %	8,00	14,05	112,42		
Heures complémentaires majorées de 25 %		15,97	0,00		
Heures supplémentaires non majorées					
Heures supplémentaires majorées de 25 %		15,9688	0,00		
Heures supplémentaires majorées de 50 %					
Indemnité de congés payés					
Complément employeur					
Déduction IJSS					
Primes					
<b>Salaire brut</b>			<b>1 662,42</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	1 662,42			7,000 %	116,37
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	0,00			6,000 %	
Contribution solidarité autonomie	1 662,42			0,300 %	4,99
Assurance Vieillesse déplafonnée	1 662,42	0,400 %	6,65	2,020 %	33,58
Allocations familiales - taux réduit	1 662,42			3,450 %	57,35
Complément Allocations familiales	0,00			1,800 %	
Contribution au dialogue social	1 662,42			0,016 %	0,27
Accidents du travail	1 662,42			2,000 %	33,25
Versement mobilité	1 662,42			0,650 %	10,81
CSG non imposable	1 687,24	6,800 %	114,73		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	1 687,24	2,400 %	40,49		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1 687,24	0,500 %	8,44		
Contribution Assurance chômage	1 662,42			4,050 %	67,33
Cotisations AGS	1 662,42			0,250 %	4,16
Forfait social 8 %	53,92			8,000 %	4,31
Forfait social 10 %				10,000 %	
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %				20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	1 662,42	3,150 %	52,37	4,720 %	78,47
Retraite Complémentaire T2	0,00	8,640 %	0,00	12,950 %	
Contribution d'équilibre général T1	1 662,42	0,860 %	14,30	1,290 %	21,45
Contribution d'équilibre général T2	0,00	1,080 %	0,00	1,620 %	
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	0,00	0,140 %	0,00	0,210 %	
Prévoyance complémentaire Non cadre	1 662,42	0,500 %	8,31	1,500 %	24,94
Mutuelle santé obligatoire	3 864,00	0,750 %	28,98	0,750 %	28,98
Formation professionnelle	1 662,42			0,550 %	9,14
Formation professionnelle	1 662,42			1,000 %	16,62
Taxe d'apprentissage et CDA	1 662,42			0,680 %	11,30
Participation construction	1 662,42			0,450 %	7,48
Réduction générale	288,09			100,000 %	- 288,09
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires				- 1,50 €	
Réduction cotisations salariales HS / HC	112,42	11,310 %	- 12,71		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>390,49</b>		<b>558,12</b>
<b>Montant net social</b>			<b>1 325,84</b>		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>1 271,93</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>					
<b>Salaire net</b>			<b>1 297,26</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			- 112,42	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass. Maladie + Alloc. Familiales	
CSG non déductible sur HS / HC	110,45	6,80 %	7,51		
CSG / CRDS imposables	1 687,24	2,90 %	48,93		
Participation patronale à la mutuelle			28,98		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>1 270,26</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	417,76
Impôt sur le revenu prélevé à la source	1 270,26	4,00 %	- 50,81	Total versé par l'employeur	721,12
		<b>Net payé en euros</b>			
		<b>1 221,12</b>			

## Le bulletin de salaire non cadre temps partiel - Salarié CACHIN

 Simulation

Le salarié CACHIN est à temps partiel, il travaille 21 heures par semaine. Son salaire de base horaire est de 12,00 €.

- Taux PAS : 4 %
- L'effectif de l'entreprise est de 22 salariés. Taux AT : 1,50 %.
- Taux versement mobilité : 2 %.
- Mutuelle santé est calculée sur le PMSS à hauteur de 1,50 % pour la part salariale et 1,50 % pour la part patronale.
- Limite conventionnelle heures complémentaires = 1 / 3 de l'horaire hebdomadaire.

RELEVÉ DES HEURES			
Semaines	Heures effectuées	Heures majorées 10 %	Heures majorées 25 %
1	22	1	
2	24	2,1	0,90
3	23,50	2,1	0,40
4	22	1	
		<b>6,20</b>	<b>1,30</b>

**Calculs préalables :**

- Horaire mensuel moyen =  $21 \times 52 / 12 = 91$  heures,
- Heures complémentaires hebdomadaires maximales =  $21 / 3 = 7$  heures,
- Heures complémentaires majorées de 10 % = 2,1,
- Heures complémentaires majorées de 25 % =  $7 - 2,1 = 4,9$ .
- Entreprise de 22 salariés.
- PSS temps partiel =  $3\,864 / 151,67 \times (91 + 6,20 + 1,30) = 2\,509,41\text{€}$ .
- Coefficient =  $0,3194 / 0,6 \times ((1,6 \times 11,65 \times (91 + 7,5) / 1\,193,34) - 1) = 0,2867$
- Réduction =  $0,2867 \times 1\,193,34 = 342,13\text{ €}$

(cf. present-method-bulle-salai-t16.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	91,00	12,0000	1 092,00		
Heures complémentaires majorées de 10 %	6,20	13,20	81,84		
Heures complémentaires majorées de 25 %	1,30	15,00	19,50		
<b>Salaire brut</b>			<b>1 193,34</b>		
Cotisations et contributions sociales		Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès		1 193,34			7,000 %
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès		0,00			6,000 %
Contribution solidarité autonomie		1 193,34			0,300 %
Assurance Vieillesse déplafonnée		1 193,34	0,400 %	4,77	2,020 %
Allocations familiales - taux réduit		1 193,34			3,450 %
Complément Allocations familiales		0,00			1,800 %
Contribution au dialogue social		1 193,34			0,016 %
Accidents du travail		1 193,34			2,000 %
Versement mobilité		1 193,34			0,650 %
CSG non imposable		1 230,42	6,800 %	83,67	
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu		1 230,42	2,400 %	29,53	
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu		1 230,42	0,500 %	6,15	
Contribution Assurance chômage		1 193,34			4,050 %
Cotisations AGS		1 193,34			0,250 %
Forfait social 8 %		57,96			8,000 %
Forfait social 16 %					16,000 %
Forfait social 20 %					20,000 %
Retraite Complémentaire T1		1 193,34	3,150 %	37,59	4,720 %
Retraite Complémentaire T2		0,00	8,640 %	0,00	12,950 %
Contribution d'équilibre général T1		1 193,34	0,860 %	10,26	1,290 %
Contribution d'équilibre général T2		0,00	1,080 %	0,00	1,620 %
Contribution d'équilibre technique T1 + T2		0,00	0,140 %	0,00	0,210 %
Prévoyance complémentaire Non cadre				0,00	
Mutuelle santé obligatoire		3 864,00	1,500 %	57,96	1,500 %
Formation professionnelle		1 193,34			1,000 %
Taxe d'apprentissage et CDA		1 193,34			0,680 %
Réduction générale		342,13			100,000 %
Réduction cotisations salariales HS / HC		101,34	11,310 %	- 11,46	
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>319,00</b>		<b>558,12</b>
<b>Montant net social</b>			<b>874,34</b>		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>					
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>					
<b>Salaire net</b>			<b>874,34</b>	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass.Maladie + Alloc.Familiales	
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			- 101,34		
CSG non déductible sur HS / HC		99,57	6,80 %		
CSG / CRDS imposables		1 230,42	2,90 %		
Participation patronale à la mutuelle			57,96		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>873,41</b>		
Impôt sur le revenu		Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur
Impôt sur le revenu prélevé à la source		873,41	4,00 %	- 34,94	435,21
<b>Net payé en euros</b>				<b>839,40</b>	Total versé par l'employeur
					461,94



## VIII Le bulletin de salaire cadre temps plein

### A. Le bulletin de salaire cadre temps plein

Pour le bulletin de salaire cadre, certains éléments demandent une certaine vigilance :

- Le calcul du PSS en régularisation progressive,
- Le calcul de la réduction générale, les cadres sont évidemment éligibles, dès lors que leur salaire est inférieur à 1,6 SMIC,
- Il faudra veiller à intégrer la participation patronale de l'assurance décès cadre dans la base de la CSG/CRDS, mais également dans le forfait social à 8 % selon l'effectif de l'entreprise.

#### Le bulletin de salaire cadre - Salariée CHANTRE

 Simulation

Vous réalisez le bulletin de salaire de janvier de Mme CHANTRE à l'aide des éléments suivants :

- Effectif : 4 salariés
- Taux AT : 2 %
- Mutuelle santé salariale : 40 €
- Mutuelle santé patronale : 60 €
- Salaire de base : 5 700 €
- Taux du PAS : 9 %

Le bulletin est à réaliser en janvier donc pas de régularisation progressive du PSS.

Le salaire de base est supérieur à 1,6 SMIC donc la réduction générale ne s'applique pas.

En revanche, le taux de 13 % de la cotisation Assurance maladie ainsi que le complément allocations familiales trouvent à s'appliquer puisque le salaire brut est supérieur à 2,5 SMIC et à 3,5 SMIC.

(cf. present-method-bulle-salai-t18.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	37,5816	5 700,00		
<b>Salaire brut</b>			<b>5 700,00</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarié	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	5 700,00			7,000 %	399,00
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	5 700,00			6,000 %	342,00
Contribution solidarité autonomie	5 700,00			0,300 %	17,10
Assurance Vieillesse déplaçonnée	5 700,00	0,400 %	22,80	2,020 %	115,14
Assurance Vieillesse plafonnée	3 864,00	6,900 %	266,62	8,550 %	330,37
Allocations familiales - taux réduit	0,00			3,450 %	
Complément Allocations familiales	5 700,00			5,250 %	299,25
Contribution au dialogue social	5 700,00			0,016 %	0,91
Accidents du travail	5 700,00			2,000 %	114,00
FNAL	3 864,00			0,100 %	3,86
CSG non imposable	5 718,21	6,800 %	388,84		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	5 718,21	2,400 %	137,24		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	5 718,21	0,500 %	28,59		
Contribution Assurance chômage	5 700,00			4,050 %	230,85
Cotisations AGS	5 700,00			0,250 %	14,25
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %				20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	3 864,00	3,150 %	121,72	4,720 %	182,38
Retraite Complémentaire T2	1 836,00	8,640 %	158,63	12,950 %	237,76
Contribution d'équilibre général T1	3 864,00	0,860 %	33,23	1,290 %	49,85
Contribution d'équilibre général T2	1 836,00	1,080 %	19,83	1,620 %	29,74
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	5 700,00	0,140 %	7,98	0,210 %	11,97
APEC	5 700,00	0,024 %	1,37	0,036 %	2,05
Prévoyance Cadre	3 864,00			1,500 %	57,96
Prévoyance complémentaire Cadre			0,00		
Mutuelle santé obligatoire	100,0	40,000 %	40,00	60,000 %	60,00
Formation professionnelle	5 700,00			0,550 %	31,35
Taxe d'apprentissage et CDA	5 700,00			0,680 %	38,76
Réduction générale				100,000 %	
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires				- 1,50 €	
Réduction cotisations salariales HS / HC		11,310 %	0,00		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>1 312,34</b>		<b>3 674,60</b>
<b>Montant net social</b>			<b>4 387,66</b>		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>4 387,66</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>					
<b>Salaire net</b>			<b>4 473,16</b>		
Heures compl. et suppl. non imposables			0,00		
CSG / CRDS imposables	5 718,21	2,90 %	165,83		
Participation patronale à la mutuelle			60,00		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>4 698,99</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	
Impôt sur le revenu prélevé à la source	4 698,99	9,00 %	- 422,91	Total versé par l'employeur	3 795,40
		<b>Net payé en euros</b>			
		<b>3 964,75</b>			

## B. Application - Salarié TAMBOURIN

### Le bulletin de salaire cadre - Salarié TAMBOURIN

[Simulation](#)

Vous réalisez le bulletin de salaire de janvier de M. TAMBOURIN à l'aide des éléments suivants :

- Effectif : 4 salariés
- Taux AT : 2 %
- Mutuelle santé salariale : 40 €
- Mutuelle santé patronale : 60 €
- Salaire de base : 3 300,00 €
- Prime : 300,00 €
- Mutuelle santé : 40 € participation salariale et 60 € participation patronale
- Taux du PAS : 8 %

Le salaire brut est supérieur à 1,6 SMIC donc la réduction sur les bas salaires ne s'applique pas.

Le salaire brut est inférieur à 2,5 SMIC et 3,5 SMIC le taux de la cotisation assurance maladie sera de 7 % et le taux allocations familiales sera de 3,45 %.

(cf. present-method-bulle-salai-t19.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	151,67	21,758	3 300,00		
Primes			300,00		
<b>Salaire brut</b>			<b>3 600,00</b>		
Cotisations et contributions sociales	Base	Taux salarial	Part salarié	Taux patronal	Part employeur
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	3 600,00			7,000 %	252,00
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	0,00			6,000 %	
Contribution solidarité autonomie	3 600,00			0,300 %	10,80
Assurance Vieillesse déplafonnée	3 600,00	0,400 %	14,40	2,020 %	72,72
Assurance Vieillesse plafonnée	3 600,00	6,900 %	248,40	8,550 %	307,80
Allocations familiales - taux réduit	3 600,00			3,450 %	124,20
Complément Allocations familiales	0,00			5,250 %	
Contribution au dialogue social	3 600,00			0,016 %	0,58
Accidents du travail	3 600,00			2,000 %	72,00
FNAL	3 600,00			0,100 %	3,60
CSG non imposable	3 651,00	6,800 %	248,54		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	3 651,00	2,400 %	87,62		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	3 651,00	0,500 %	18,25		
Contribution Assurance chômage	3 600,00			4,050 %	145,80
Cotisations AGS	3 600,00			0,250 %	9,00
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %				20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	3 600,00	3,150 %	113,40	4,720 %	169,92
Retraite Complémentaire T2		8,640 %	0,00	12,950 %	
Contribution d'équilibre général T1	3 600,00	0,860 %	30,96	1,290 %	46,44
Contribution d'équilibre général T2		1,080 %	0,00	1,620 %	
Contribution d'équilibre technique T1 + T2		0,140 %	0,00	0,210 %	
APEC	3 600,00	0,024 %	0,86	0,036 %	1,30
Prévoyance Cadre	3 600,00			1,500 %	54,00
Prévoyance complémentaire Cadre			0,00		
Mutuelle santé obligatoire	100,0	40,000 %	40,00	60,000 %	60,00
Formation professionnelle	3 600,00			0,550 %	19,80
Taxe d'apprentissage et CDA	3 600,00			0,680 %	24,48
Réduction générale				100,000 %	
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires				- 1,50 €	
Réduction cotisations salariales HS / HC		11,310 %	0,00		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>859,17</b>		<b>1 855,15</b>
<b>Montant net social</b>			<b>2 743,83</b>		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>2 743,83</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>					
<b>Salaire net</b>			<b>2 797,83</b>	Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass. Maladie + Alloc. Familiales	
Heures compl. et suppl. non imposables			0,00		
CSG non déductible sur HS / HC	0,00	6,80 %	0,00		
CSG / CRDS imposables	3 651,96	2,90 %	105,88		
Participation patronale à la mutuelle			60,00		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>2 963,71</b>		
Impôt sur le revenu	Base	Taux personnalisé Taux non personnalisé	Montant	Allègement des cotisations employeur	
Impôt sur le revenu prélevé à la source	2 963,71	8,00 %	- 237,10	Total versé par l'employeur	2 176,60
			<b>Net payé en euros</b>		
			<b>2 506,73</b>		

# IX Le bulletin de salaire cadre temps partiel

## A. Le bulletin de salaire cadre temps partiel

Lorsque le salarié cadre est à temps partiel, plusieurs éléments seront à vérifier et calculer.

Pour établir le bulletin de salaire d'un salarié à temps partiel, il convient d'être vigilant au regard de plusieurs points :

- Le calcul de l'horaire mensuel moyen,
- Le décompte des heures complémentaires, La proratisation du PSS,
- Le calcul du PSS en régularisation progressive,
- Le calcul de la réduction générale, les cadres sont évidemment éligibles, dès lors que leur salaire est inférieur à 1,6 SMIC,
- Le calcul du SMIC pour la réduction générale,
- Il faudra veiller à intégrer la participation patronale de l'assurance décès cadre dans la base de la CSG/CRDS, mais également dans le forfait social à 8 % selon l'effectif de l'entreprise.

### Le bulletin de salaire cadre temps partiel - M. THILLOU

[Simulation](#)

#### Caractéristiques de l'entreprise :

- Effectif : 11 salariés,
- Taux AT : 2 %,
- Taux VM : 1,50 %,
- Retenue pour absence convenance personnelle / maladie : méthode de l'horaire réel, Retenue pour absence congés payés : méthode du 26<sup>ème</sup>,
- Indemnité congés payés : comparaison 10<sup>ème</sup> / maintien,
- Congés payés : jours ouvrables,
- Arrêt maladie : complément employeur maintien du brut 100 % sans carence,
- Mutuelle : 30 € participation salariale et 40 € participation patronale.

#### Caractéristiques du salarié :

- Cadre.
- Temps partiel.
- 21 heures hebdomadaires : 7 heures par jour du lundi au mercredi.
- Taux horaire : 15 €.
- Avantage en nature : repas.
- Semaine 2 : 3 jours sans solde.
- Semaine 3 : 4 jours malade.
- Semaine 4 : 1 semaine de congés payés.
- Semaine 5 : 4 heures complémentaires.
- 30 jours ouvrables CP acquis.

- Rémunération brute période de référence = 16 380 €.
- En semaine 1, le salarié a apporté au service comptabilité 2 factures de billets de train en raison d'un déplacement professionnel. Le billet aller était de 48 € et le billet retour était de 52 €.
- Taux du PAS personnalisé : 5 %.

### **Horaire mensuel moyen**

Horaire mensuel moyen : 21 heures hebdomadaires x 52 / 12 = **91**.

### **Salaire de base**

Salaire de base = 91 x 15,000 € = **1 365,00 €**.

### **AEN repas**

Le salarié bénéficiera des repas AEN la semaine 1 et la semaine 5.

AEN repas : 6 repas x 4,95 € = **29,70 €**.

### **Retenue pour absence congé sans solde**

RPA = 1 365 / (15 x 7) x (3 x 7) = 1 365 / 105 x 21 = **273,00 €**.

- **Retenue pour absence maladie**

RPA = 1 365 / (15 x 7) x (3 x 7) = 1 365 / 105 x 21 = **273,00 €**.

- **Complément employeur**

Complément employeur = 1 365 / (15 x 7) x (3 x 7) = 1 365 / 105 x 21 = **273,00 €**.

- **IJSS brutes à déduire**

IJSS brutes à déduire = 0 à déduire = 3 jours de carence.

- **Retenue pour absence congés payés**

RPA CP = 1 365 / 26<sup>ème</sup> x 6 jours ouvrables = **315 €**.

### **Indemnité de congés payés**

ICP = 16 380 x 10 % / 30 x 6 = 327,60 €.

- **Décompte des heures complémentaires majorées de 10 % et 25 %**

- Les heures complémentaires peuvent être réalisées dans la limite de 1 / 3 du temps de travail hebdomadaire = 21 x 1 / 3 = **7 heures complémentaires maximum par semaine**.
- Heures complémentaires majorées de 10 % : 10 % du temps de travail hebdomadaire (contrat de travail) sera majoré de 10 % = 10 % de 21 heures hebdomadaires = **2,10**.
- Le restant entre 7 HC et 2,10 HC sera majoré de 25 % soit 7,00 - 2,10 = **4,90**.

- **Décompte du nombre d'heures complémentaires**

- 4 heures complémentaires en semaine 5 : 2,10 majorées de 10 %,
- 1,90 majorées de 25 %.

### **Valorisation HC**

- Formule = (salaire de base + AEN) / horaire mensuel moyen = (1 365 + 29,70) / 91 = 15,32.
- Taux majoré de 10 % = 15,32 x 1,10 = 16,85.
- Taux majoré de 25 % = 15,32 x 1,25 = 19,15.

### **PSS temps partiel**

- $PSS \text{ temps partiel} = 3\,864 \times (91 + HC) / 151,67 = 3\,864 \times 95 / 151,67 = 2\,420,25$ .
- Il y a une absence non rémunérée donc le PSS devra être proratisé également :  
 $PSS \text{ absence} = 2\,420,25 / 31 \times 28 \text{ jours calendaires de présence} = 2\,186,07$ .

### SMIC correspondant Réduction générale :

1<sup>ère</sup> méthode : calculer le SMIC correspondant avec les méthodes identiques aux calculs appliqués au salaire brut

Désignation	Base	Taux salarial	Montant salarial
Salaire de base			
Retenue pour absence congé sans solde	91,00	11,65	1 060,15
	21	932,75 / 105	- 186,55
Heures complémentaires majorées de 10 %	2,10	11,65	24,46
Heures complémentaires majorées de 25 %	1,90	11,65	22,13
			920,19

Les autres absences étant complétées, elles n'entrent pas dans la correction du SMIC.

Coefficient =  $0,3194 / 0,6 [((1,6 \times 920,19) / 1\,208,63) - 1] = 0,1121 = 0,1161 \times 1\,208,63 \text{ €} = 140,32 \text{ €}$ .

2<sup>ème</sup> méthode proratiser le SMIC en fonction du salaire brut habituel. SMIC proratisé = SMIC mensuel x *salaire versé* / *salaire habituel* + (SMIC horaire x nb HC).

SMIC proratisé =  $1\,048,50 \text{ €} \times 1\,092,00 \text{ €} (\text{salaire de base} - \text{Abs}) / 1\,365,00 \text{ €}$

SMIC Corrigé =  $873,60 \text{ €} + (4 \text{ heures} \times 11,65 \text{ €}) = 920,20 \text{ €}$ .

Coefficient =  $0,3194 / 0,6 [((1,6 \times 920,20) / 1\,208,63) - 1] = 0,1121$   
 $= 0,1121 \times 1\,208,63 = 140,32 \text{ €}$ .

### Déduction TEPA :

**Ne s'applique jamais sur les heures complémentaires**

(cf. present-method-bulle-salai-t21.ods)

Éléments	Base	Taux	Montant		
Salaire de base	91,00	15,0000	1 365,00		
Retenue pour absence Congés sans solde	21,00		- 273,00		
Retenue pour absence Absence maladie	21,00		- 273,00		
Retenue pour absence Congés payés			- 315,00		
Avantage en nature	6,00	5,35	32,10		
Heures complémentaires non majorées					
Heures complémentaires majorées de 10 %	2,10	16,888	35,46		
Heures complémentaires majorées de 25 %	1,90	19,191	36,46		
Heures supplémentaires non majorées					
Heures supplémentaires majorées de 25 %					
Heures supplémentaires majorées de 50 %					
Indemnité de congés payés			327,60		
Complément employeur			273,00		
<b>Salaire brut</b>			<b>1 208,63</b>		
<b>Cotisations et contributions sociales</b>	<b>Base</b>	<b>Taux salarial</b>	<b>Part salarié</b>	<b>Taux patronal</b>	<b>Part employeur</b>
Assurance Maladie, maternité, invalidité, décès	1 208,63			7,000 %	84,60
Compl. Ass. Maladie, maternité, invalidité, décès	0,00			6,000 %	
Contribution solidarité autonomie	1 208,63			0,300 %	3,63
Assurance Vieillesse déplafonnée	1 208,63	0,400 %	4,83	2,020 %	24,41
Assurance Vieillesse plafonnée	1 208,63	6,900 %	83,40	8,550 %	103,34
Allocations familiales - taux réduit	1 208,63			3,450 %	41,70
Complément Allocations familiales	0,00			5,250 %	
Contribution au dialogue social	1 208,63			0,016 %	0,19
Accidents du travail	1 208,63			2,000 %	24,17
FNAL	1 208,63			0,100 %	1,21
Versement mobilité	1 208,63			1,500 %	18,13
CSG non imposable	1 245,61	6,800 %	84,70		
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	1 245,61	2,400 %	29,89		
CRDS non déductible de l'impôt sur le revenu	1 245,61	0,500 %	6,23		
Contribution Assurance chômage	1 208,63			4,050 %	48,95
Cotisations AGS	1 208,63			0,250 %	3,02
Forfait social 8 %	58,13			8,000 %	4,65
Forfait social 16 %				16,000 %	
Forfait social 20 %				20,000 %	
Retraite Complémentaire T1	1 208,63	3,150 %	38,07	4,720 %	57,05
Retraite Complémentaire T2	0,00	8,640 %	0,00	12,950 %	
Contribution d'équilibre général T1	1 208,63	0,860 %	10,39	1,290 %	15,59
Contribution d'équilibre général T2	0,00	1,080 %	0,00	1,620 %	
Contribution d'équilibre technique T1 + T2	0,00	0,140 %	0,00	0,210 %	
APEC	1 208,63	0,024 %	0,29	0,036 %	0,44
Prévoyance Cadre	1 208,63			1,500 %	18,13
Prévoyance complémentaire Cadre			0,00		
Mutuelle santé obligatoire	70,00	42,860 %	30,00	57,143 %	40,00
Formation professionnelle	1 208,63			0,550 %	12,09
Taxe d'apprentissage et CDA	1 208,63			0,680 %	8,22
Réduction générale	140,32			100,000 %	- 140,32
Déduction TEPA sur les heures supplémentaires				- 1,50 €	
Réduction cotisations salariales HS / HC	71,77	11,310 %	- 8,12		
<b>Total cotisations et contributions</b>			<b>297,82</b>		<b>499,36</b>
<b>Montant net social</b>			<b>910,80</b>		
<b>Salaire net</b>			<b>910,80</b>		
Déduction Avantage en nature			- 32,10		
Remboursement frais professionnels			100,00		
<b>NET A PAYER AVANT IMPOT SUR LE REVENU</b>			<b>878,70</b>		
<i>Dont évolution de la rémunération liée à la suppression des cotisations salariales chômage et maladie</i>				<i>Réduction sur les bas salaires + Déduction TEPA + Réductions de cotisations Ass.Maladie + Alloc.Familiales</i>	
Heures compl. et suppl. non imposables (limite 5 000 €/an)			- 71,93		
CSG non déductible sur HS / HC	70,76	6,80 %	4,81		
CSG / CRDS imposables	1 245,61	2,90 %	36,12		
Participation patronale à la mutuelle			40,00		
<b>Salaire net imposable</b>			<b>919,80</b>		
<b>Impôt sur le revenu</b>	<b>Base</b>	<b>Taux personnalisé</b>	<b>Montant</b>	<b>Allègement des cotisations employeur</b>	<b>234,59</b>
Impôt sur le revenu prélevé à la source	919,80	5,00 %	- 46,99	Total versé par l'employeur	1 645,72
		<b>Net payé en euros</b>			
		<b>814,14</b>			

# X Auto-évaluation

## Exercice 1 : Quiz

[solution n°1 p. 42]

### Question 1

Quelles sont les mentions obligatoires qui doivent figurer sur un bulletin de paie ?

Nom de l'employeur, adresse du salarié, montant des primes

Raison sociale de l'employeur, numéro SIRET, période de travail, montant net social

Montant net social, adresse de l'employeur, coordonnées bancaires du salarié

Numéro de sécurité sociale, montant de l'impôt sur le revenu, date de naissance du salarié

### Question 2

Quel est l'objectif de la rubrique montant net social sur le bulletin de paie ?

Calculer le revenu imposable

Simplifier la déclaration des ressources aux organismes sociaux

Informar les salariés sur leur salaire brut

### Question 3

Lequel des éléments suivants n'est pas une section du bulletin de paie simplifié ?

Accident du travail - maladie professionnelle

Santé

Retraite

Prêts personnels du salarié

### Question 4

Lequel des éléments suivants peut être regroupé sur le bulletin de paie simplifié ?

Salaire de base et heures supplémentaires

Cotisations à différents régimes de sécurité sociale



Primes et indemnités

Détails d'identification du salarié

### Question 5

Quelle est l'une des différences entre le bulletin de paie des cadres et celui des non-cadres ?

Le montant du salaire brut est obligatoirement plus élevé pour les cadres

L'entreprise a l'obligation de mettre en place un contrat prévoyance pour les cadres

Le montant de la CSG est plus élevé pour les cadres

Les cadres ne bénéficient pas de congés payés

# Solutions des exercices

## Solution n°1

[exercice p. 40]

### Question 1

Quelles sont les mentions obligatoires qui doivent figurer sur un bulletin de paie ?

Nom de l'employeur, adresse du salarié, montant des primes

✓ Raison sociale de l'employeur, numéro SIRET, période de travail, montant net social

Montant net social, adresse de l'employeur, coordonnées bancaires du salarié

Numéro de sécurité sociale, montant de l'impôt sur le revenu, date de naissance du salarié



Certaines informations doivent obligatoirement apparaître sur le bulletin de paie. Cela inclut notamment la raison sociale de l'employeur, le numéro SIRET, la période de travail concernée, et le montant net social. Ces mentions assurent la transparence et la conformité légale du document. L'adresse du salarié n'est pas une mention obligatoire, de même que la date de naissance du salarié ou les coordonnées bancaires du salarié.

### Question 2

Quel est l'objectif de la rubrique montant net social sur le bulletin de paie ?

Calculer le revenu imposable

✓ Simplifier la déclaration des ressources aux organismes sociaux

Informar les salariés sur leur salaire brut



Le montant net social est destiné à simplifier le processus pour les salariés lorsqu'ils déclarent leurs revenus aux organismes sociaux tels que la CAF ou la MSA, notamment pour le calcul des prestations sociales comme le RSA ou la prime d'activité.

### Question 3

Lequel des éléments suivants n'est pas une section du bulletin de paie simplifié ?

Accident du travail - maladie professionnelle

Santé

Retraite

✓ Prêts personnels du salarié

🔍 Les prêts personnels du salarié ne sont pas mentionnés comme une section distincte sur le bulletin de paie simplifié. Ce dernier est organisé autour des contributions liées à la sécurité sociale et au travail.

#### Question 4

Lequel des éléments suivants peut être regroupé sur le bulletin de paie simplifié ?

Salaire de base et heures supplémentaires

✓ Cotisations à différents régimes de sécurité sociale

Primes et indemnités

Détails d'identification du salarié

🔍 Le bulletin de paie simplifié permet le regroupement des différentes cotisations sociales sous des catégories plus larges pour simplifier la présentation.

#### Question 5

Quelle est l'une des différences entre le bulletin de paie des cadres et celui des non-cadres ?

Le montant du salaire brut est obligatoirement plus élevé pour les cadres

✓ L'entreprise a l'obligation de mettre en place un contrat prévoyance pour les cadres

Le montant de la CSG est plus élevé pour les cadres

Les cadres ne bénéficient pas de congés payés

🔍 Les cadres bénéficient d'une prévoyance obligatoire, incluant au minimum une garantie décès, financée par l'employeur, contrairement aux non-cadres pour lesquels la prévoyance est facultative, sauf disposition contraire.